

Le Forum 2009 de Caritas sur la société du travail en Suisse

Stratégies d'intégration et de formation pour la prévention des tensions sociales



Jürg Zellweger

L'auteur est membre de la direction de l'Union patronale suisse et responsable du secteur Formation/Formation continue et Sécurité au travail.

Photo: Hans Reis

Selon Caritas, l'évolution vers une société du savoir exigeant un haut niveau de formation de ses actifs pourrait se traduire en fin de compte par des tensions sociales. Il faut donc mettre en œuvre des stratégies d'intégration visant en particulier le personnel peu qualifié. Les quatre conférenciers invités au Forum 2009 de Caritas n'ont pas été à l'unisson sur le diagnostic et les remèdes à apporter à la situation. La seule solution à faire quasiment l'unanimité est celle de la formation axée sur le marché du travail. Pour l'Union patronale suisse, cependant, le système de formation professionnelle ne doit pas être sollicité à l'excès.

Bilan critique de Caritas

Lors du Forum 2009 de Caritas Suisse, le membre de la direction de Caritas Suisse *Carlo Knöpfel* a tiré des analyses du marché du travail et d'une appréciation critique de l'État social un *bilan désenchanté* des développements sociaux observés en Suisse au cours du cycle conjoncturel qui vient de prendre fin (2003–2008). Certes, l'emploi s'est nettement étoffé durant cette période, a-t-il relevé. Mais les salaires en valeur réelle n'ont guère augmenté et de nombreuses familles n'ont pu améliorer leurs conditions de vie qu'en travaillant davantage, alors que les entreprises, elles, ont dans l'ensemble prospéré.

Il tend à associer *des éléments de souplesse* dans les rapports de travail, tels les durées ou les lieux de travail, le travail temporaire et les structures salariales flexibles, à des *conditions de travail précaire*. Manifestement, l'orateur ne prise guère l'individualisme qui se manifeste tant au niveau de la «lutte salariale» qu'en termes d'exigence de sécurité sur le marché du travail (employabilité), ni, dès lors, le concept associé de l'apprentissage tout au long de la vie sous la responsabilité individuelle du travailleur.

Pour Caritas, le *droit à la couverture des besoins vitaux pour tous*, inscrit dans la Constitution fédérale, ne doit pas être relativisé. Son porte-parole fait peu de cas de

la pression accrue à la réintégration dans le marché du travail. Les gens auxquels le marché n'offre aucun emploi ont besoin d'une occupation valorisante sur le marché tertiaire du travail. Il faut donc agir préventivement à l'aide d'une *politique sociale axée sur l'investissement*. L'orateur met en perspective la possibilité d'accroître l'égalité des chances grâce à des interventions aux diverses étapes de transition (entrée à l'école, mentoring accompagnant la recherche d'une place d'apprentissage, aides à l'insertion dans le marché du travail, etc.) Enfin et surtout, il invoque la *coresponsabilité de l'économie* dans le règlement de ces problèmes.

Réinsertion professionnelle réussie

Lors de ce Forum 2009, le professeur de politique sociale lausannois *Giuliano Bonoli* a plaidé, au contraire, en faveur des efforts visant *l'intégration dans le monde du travail des personnes sans emploi*. Le succès des mesures d'intégration qui a été constaté a deux raisons: d'abord l'échec de la stratégie inverse, c'est-à-dire la réduction de l'offre de travail: deuxièmement le fait que le vieillissement démographique et l'énorme problème du financement des rentes offre une chance historique de résoudre les problèmes actuels du marché du travail.

Après une vingtaine d'années d'observation scientifique de ces mesures, il apparaît très nettement que les meilleurs résultats constatés sont ceux qui ont trait à une *réinsertion professionnelle effectuée sur le marché du travail primaire*.

Il existe naturellement des *limites* à cette approche. Précisément parmi ceux d'entre les plus faibles, qui n'ont pratiquement aucune chance d'être intégrés à ce marché. On peut tout de même admettre que le taux de chômage prétendument *incompressible* diminuera *spectaculairement* en cas de pénurie générale de main-d'œuvre. En période de récession, par contre, il s'agit en priorité d'atténuer les conséquences sociales du chômage et de profiter de cette situation pour améliorer la formation.

Pour le professeur lausannois, l'approche visant l'intégration dans le monde du travail semble plus séduisante que celle qui condamne d'avance à l'échec une partie de la population sans travail et qui offre aux personnes concernées, au lieu d'une intégration, des solutions comme des entreprises sociales ou le marché du travail secondaire.

Perspectives du marché du travail suisse en 2020

La conclusion que l'économiste en chef d'Avenir Suisse, *Boris A. Zürcher*, tire de son analyse est que le défi du futur consistera bien moins à créer des emplois qu'à *assurer les conditions de la prospérité*. Sans se laisser influencer par la crise financière

actuelle, il importe tout de même, souligne-t-il, de garder à l'esprit les grandes tendances à long terme.

Après le départ à la retraite de la génération du «babyboom», le vieillissement de la *population active et de la population résidente* atteindra un niveau critique à partir de 2020 environ. La forte immigration de ces dernières années ne changera rien à cette réalité. Laquelle est rendue particulièrement problématique, au surplus, par le fait que, depuis quelque temps, la valeur ajoutée a essentiellement augmenté en Suisse suite au sensible développement de l'emploi plutôt qu'à la faveur d'efforts de rationalisation et de gains de productivité.

Pour prendre l'image classique du gâteau, celui-ci a certes augmenté dans l'ensemble de façon réjouissante, sauf que, par personne, ses tranches ont diminué; un constat qui recoupe d'ailleurs celui de Carlo Knöpfel.

La *mutation économique accélérée* vers une production de valeur ajoutée à plus fort coefficient de ressources humaines et de connaissances, ainsi que *l'ouverture des marchés du travail et des biens* va certainement faire baisser la demande de main-d'œuvre peu qualifiée et augmenter, au contraire, celle du personnel très qualifié.

Pour Boris A. Zürcher, la question essentielle consiste à savoir comment, sur la toile de fond de ces transformations parfois profondes, le haut niveau de prospérité pourra se maintenir ou s'élever encore en Suisse sans que l'on aboutisse à des tensions sociales insurmontables. *La grande souplesse de notre marché du travail*, qui permet aussi à l'individu de s'aménager des conditions de travail plus conformes à ses besoins personnels, nous met dans une situation idéale pour affronter les aléas du futur. Est aussi très positif à cet égard *l'investissement individuel consacré à la formation*.

Une formation professionnelle axée sur le monde du travail.



Bild: Erwin Johann Wodicka

Ne pas surcharger la formation professionnelle

Sur l'arrière plan des développements et des défis évoqués lors du Forum, les mesures avancées au titre de la formation axée sur le marché du travail semblent importantes et judicieuses à l'Union patronale suisse.

Il convient toutefois d'éviter toute sollicitation excessive de la formation professionnelle à des fins d'intégration. Notre système de formation dual vit et prospère uniquement grâce aux dispositions des entreprises en matière de formation professionnelle. L'économie a pour premier souci de couvrir ses besoins en personnel. Pour que le système demeure attrayant des deux côtés, il faut que les sujets qui entrent en formation professionnelle soient des élèves performants. Il serait désastreux de forcer la formation professionnelle dans un but d'intégration, tout en laissant les sujets les plus intéressants, dont l'économie a un urgent besoin, partir vers les filières gymnasiales. La prudence est donc de mise en cette matière!

Jürg Zellweger

M. Zürcher attribue le niveau de formation et de qualification supérieur à la moyenne qui caractérise la main-d'œuvre helvétique pour l'essentiel au système dual de formation professionnelle que connaît notre pays. Cet atout doit dès lors être précieusement conservé.

Facteur-clé: la formation axée sur le marché du travail

Mme Ursula Renold, directrice de l'Office fédéral de la formation professionnelle et

de la technologie, a également présenté la formation axée sur le marché du travail comme un *facteur essentiel* de compétitivité et de paix sociale. Les deux tiers environ de la totalité des jeunes optent après l'école obligatoire pour cette voie de formation, a-t-elle rappelé.

Le système suisse de formation professionnelle est de grande qualité et renforce la capacité d'innovation des PME. Surtout, il favorise la paix sociale. Un bon témoignage de ses qualités est le faible taux de

chômage des jeunes que connaît la Suisse en comparaison internationale.

La directrice de l'OFFT estime par ailleurs que diverses mesures concrètes stimuleront l'intégration des jeunes en difficulté d'apprentissage dans le système de la formation professionnelle. Et de citer à ce titre la nouvelle *formation annuelle de deux ans couronnée par une attestation fédérale professionnelle*, qui est principalement destinée aux jeunes gens ayant d'excellentes aptitudes pratiques, ainsi que le projet «*Case Management Formation professionnelle*», qui vise à identifier à temps les groupes à risque afin d'accompagner leur transition de l'école obligatoire vers l'apprentissage. Elle signale également la *validation des formations acquises* par des voies classiques ou informelles. ■

Jürg Zellweger

www.caritas.ch, Suisse, Offre de formation, Forum Caritas

www.employeur.ch